Évaluation de la recherche

RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'UNITÉ :

LEREPS - Laboratoire d'études de recherches sur l'économie, les politiques et les systèmes sociaux

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES :

Institut d'études politiques de Toulouse/Université Toulouse Capitole
Université de Toulouse (EPE)
École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole
Université Toulouse Capitole (EPE)
Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2025-2026
VAGUE A

Rapport publié le 04/03/2026

Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur

Au nom du comité d'experts :

Michail Dimou, président du comité

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, présidente du Hcéres

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 8[0] du code de la recherche, les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts sont signés par les présidents de ces comités et contresignés par la présidente du Hcéres.

Pour faciliter la lecture du document, les noms employés dans ce rapport pour désigner des fonctions, des métiers ou des responsabilités (expert, chercheur, enseignant-chercheur, professeur, maitre de conférences, ingénieur, technicien, directeur, doctorant, etc.) le sont au sens générique et ont une valeur neutre.

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous. Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité. Les données chiffrées de ce rapport sont les données certifiées exactes extraites des fichiers déposés par la tutelle au nom de l'unité.

Cette version du rapport est publique dans les conditions de l'article R. 114-23 du code de la recherche. Des parties considérées comme confidentielles ainsi que les réponses aux points d'attention des tutelles ne figurent pas dans cette version du rapport.

MEMBRES DU COMITÉ D'EXPERTS

Président :	M. Michail Dimou, Université de Toulon, Toulon
Experts :	Mme Sylvie Ferrari, Université de Bordeaux, Pessac Mme Hélène Maisonnave, Université Le Havre Normandie, Le Havre, représentant la section 05 du CNU M. Julien Pénin, Université de Strasbourg, Strasbourg

CONSEILLER SCIENTIFIQUE DU HCÉRES

M. Jean-Christophe Pereau

REPRÉSENTANTS DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES TUTELLES DE L'UNITÉ DE RECHERCHE

Yann Cressault, Vice-Président délégué projets structurants et innovation de l'UT
Éric Darras, Directeur de Sciences Po Toulouse
Nathalie Dessens, Vice-Présidente de la commission de la recherche, Université Toulouse Jean Jaurès
Florent Eyma, Directeur Adjoint Recherche – IUT de Tarbes
Patrice Roussel, Vice-Président Recherche Université Toulouse Capitole
Damien Tremeau, Directeur de l'ENSFEA

CARACTÉRISATION DE L'UNITÉ

- Nom : Laboratoire d'étude et de recherche sur l'économie, les politiques et les systèmes sociaux
- Acronyme : Lereps
- Label et numéro : EA 4212 ; UMR 119
- Composition de l'équipe de direction : M. François-Seck Fall (UT2J), Directeur ; M. Nicola Gallai (ENSFEA), Directeur adjoint ; M. Stefano Ugolini (IEP de Toulouse), Directeur adjoint

PANELS SCIENTIFIQUES DE L'UNITÉ

SHS Sciences humaines et sociales
SHS1 Marchés et organisations
SHS7_3 Rapports Hommes/milieux

THÉMATIQUES DE L'UNITÉ

Unité de recherche organisée autour d'une seule équipe, le Lereps développe une orientation scientifique distincte, fondée sur des approches institutionnalistes et pluridisciplinaires, avec une attention particulière portée à l'analyse méso-économique. Cette perspective commune irrigue l'ensemble des travaux de l'unité, qui portent principalement sur les dimensions économiques des grandes transitions sociétales, étudiées à partir d'enquêtes menées dans des contextes variés, au Nord comme au Sud.

Les recherches se déploient autour de trois champs thématiques étroitement articulés : 1. la gouvernance et la gestion des ressources, 2. la gouvernance territoriale et les dynamiques locales et 3. la gouvernance des systèmes financiers. Dans chacun de ces domaines, les travaux s'intéressent aux processus de transformation technologique, organisationnelle et institutionnelle qui accompagnent les transitions contemporaines et qui contribuent à remodeler les systèmes productifs. Une attention particulière est portée aux formes d'action collective — dispositifs publics, démarches participatives, réseaux d'acteurs et modes de coordination — qui structurent ces processus de changement.

Cette orientation résolument pluridisciplinaire explique l'intégration, au sein de l'unité, de chercheurs issus d'autres champs disciplinaires, notamment de l'aménagement du territoire (en particulier sur les questions de services urbains) et des sciences de gestion (management de l'innovation, systèmes d'information, management public).

La structuration actuelle des thématiques scientifiques résulte d'un travail stratégique mené en amont de la précédente évaluation Hcéres. Elle s'est révélée pertinente et robuste, comme en témoigne l'intégration réussie des sept enseignants-chercheurs recrutés au cours du dernier quinquennat, dont les profils s'inscrivent pleinement dans les thématiques d'unité. En conséquence, l'unité considère que cette organisation demeure adaptée et ne nécessite pas de refonte pour la prochaine période d'évaluation.

HISTORIQUE ET LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DE L'UNITÉ

Créé en 1976 au sein de l'Université Toulouse 1, le Lereps constitue la plus ancienne structure de recherche en économie sur le site toulousain. L'évolution des unités de recherche de l'université a conduit, au fil du temps, à un repositionnement progressif de l'unité. Le Lereps est ainsi devenu l'unité d'accueil des enseignants-chercheurs en économie ne relevant pas de l'ancienne faculté de sciences économiques de l'Université Toulouse 1 (UT1). Cette reconfiguration institutionnelle s'est opérée par étapes significatives, parmi lesquelles figure le passage en 2006 de l'École Doctorale d'économie d'UT1 à l'École Doctorale « temps, espaces, sociétés et culture (TESC) », marquant un premier repositionnement disciplinaire, puis le changement de tutelle principale en 2015 qui a conduit au rattachement de l'unité à Sciences Po Toulouse.

Ces évolutions successives ont renforcé la cohérence interne du Lereps, tant sur le plan scientifique qu'institutionnel, et ont consolidé sa place au sein du paysage de la recherche en sciences humaines et sociales à Toulouse, dans une logique de complémentarité avec les autres unités du site.

Anciennement labellisé équipe d'accueil, désormais unité de recherche universitaire (UR) n° 4212, le Lereps est également identifié comme UMR n° 119 par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Il est actuellement hébergé par Sciences Po Toulouse, au quatrième étage du bâtiment D de la Manufacture des Tabacs.

ENVIRONNEMENT DE RECHERCHE DE L'UNITÉ

Le Lereps est une unité de recherche à tutelles multiples, placée sous la tutelle principale de Sciences Po Toulouse et associée à quatre autres établissements : l'établissement public expérimental (EPE) Université Toulouse Capitole, l'Université Toulouse Jean Jaurès, l'EPE Université de Toulouse et l'École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA). Des discussions ont été engagées pour intégrer la nouvelle Université de technologie Tarbes–Occitanie–Pyrénées (UTTOP) comme cinquième tutelle secondaire à partir du 1er janvier 2026. Toutes ces tutelles, ainsi que l'UTTOP et l'INRAE, relèvent de la communauté d'universités et établissements (COMUE) de Toulouse. Les doctorants de l'unité sont rattachés à l'École Doctorale n° 327 « Temps, espaces, sociétés, cultures ».
Au sein du site toulousain, le Lereps est partie prenante du pôle droit, science politique, économie, gestion (DSPEG), l'un des six pôles de recherche de la COMUE, qui fédère les unités relevant de ces disciplines. La dimension pluridisciplinaire de l'unité s'exprime notamment au travers de son rôle fondateur dans le LabEx « Structuration des mondes sociaux » (SMS), soutenu par le programme d'investissements d'avenir (PIA). Ce dispositif, qui rassemble douze laboratoires de sciences humaines et sociales, bénéficie d'un fort engagement du Lereps, qui assure le pilotage de deux opérations « mondes économiques » et « mondes ruraux et interactions avec l'urbain » et contribue activement aux actions de diffusion scientifique du LabEx.
L'unité est également impliquée dans la zone atelier « Pyrénées Garonne » (ZA PYGAR), dispositif interdisciplinaire consacré à l'étude des dynamiques environnementales et à la co-construction de projets entre chercheurs et acteurs territoriaux. Cette participation renforce l'intégration du Lereps dans les réseaux de recherche structurants du site. Enfin, le Lereps est affilié à la maison des sciences de l'homme et de la société de Toulouse (MSHS-T), structure d'appui à l'élaboration de projets interdisciplinaires associant sciences humaines et sociales, sciences de l'ingénieur et sciences expérimentales.

EFFECTIFS DE L'UNITÉ : EN PERSONNES PHYSIQUES AU 31/12/2024

Catégories de personnel	Effectifs
Professeurs et assimilés	10
Maitres de conférences et assimilés	12
Directeurs de recherche et assimilés	0
Chargés de recherche et assimilés	0
Personnels d'appui à la recherche	1
Sous-total personnels permanents en activité	**23**
Enseignants-chercheurs et chercheurs non permanents et assimilés	14
Personnels non permanents d'appui à la recherche	1
Post-doctorants	3
Doctorants	21
Sous-total personnels non permanents en activité	**39**
Total personnels	**62**

RÉPARTITION DES PERMANENTS DE L'UNITÉ PAR EMPLOYEUR : EN PERSONNES PHYSIQUES AU 31/12/2024. LES EMPLOYEURS NON-TUTELLES SONT REGROUPÉS SOUS L'INTITULÉ « AUTRES ».

Nom de l'employeur	EC	C	PAR
UT2J	8	0	0
UT	1	0	0
IEP TOULOUSE	7	0	1
ENSFEA	5	0	0
Autres	1	0	0
Total personnels	**22**	**0**	**1**

AVIS GLOBAL

Le comité d'experts apprécie fortement la trajectoire suivie par le Lereps au cours du dernier contrat quinquennal. Depuis cinq ans, l'unité connait une progression nette et continue, tant sur le plan scientifique qu'organisationnel. Le choix stratégique, exigeant, mais fructueux, de passer d'une structuration en trois axes à une organisation autour d'un seul axe fédérateur a renforcé la cohérence interne de l'unité, la lisibilité de son projet scientifique et l'intensité des interactions entre ses membres. Cette évolution s'est traduite par une dynamique collective accrue et par une production scientifique de qualité, clairement identifiable autour des thématiques des transitions contemporaines, qu'il s'agisse de la gouvernance des ressources, des dynamiques territoriales, de l'innovation ou des systèmes financiers.

Le comité souligne en particulier la capacité du Lereps à articuler des approches pluridisciplinaires solides, mobilisant l'économie, les sciences de gestion et l'aménagement du territoire, sans dilution de l'identité scientifique de l'unité. Cette démarche constitue un atout majeur pour l'analyse des transitions sociétales, notamment dans le cadre des travaux menés dans l'environnement régional de l'unité.

L'accompagnement des doctorants et des jeunes collègues apparait structuré, attentif et exigeant, favorisant l'intégration scientifique, la montée en compétences et l'insertion professionnelle. La qualité de la vie de l'unité, la régularité des séminaires et l'investissement collectif témoignent d'un fonctionnement interne sain et mobilisateur.

Le Lereps bénéficie d'une très bonne insertion dans son environnement local et régional. Il est clairement identifié comme un acteur scientifique visible et légitime sur le territoire toulousain, tant auprès des institutions académiques que des collectivités et des partenaires socio-économiques. Cette reconnaissance se traduit par une activité contractuelle soutenue et diversifiée, ainsi que par un engagement marqué dans les dispositifs structurants du site. Le comité adresse à ce titre toutes ses félicitations à l'unité pour le chemin parcouru.

Cette trajectoire positive s'inscrit toutefois dans un contexte institutionnel complexe. La configuration multi-tutelles du Lereps constitue à la fois une opportunité et un facteur de fragilité. Si elle offre un accès élargi à des ressources et à des réseaux variés, elle expose également l'unité à des risques de manque de lisibilité et de coordination. Le comité souligne l'importance, pour l'unité, d'adopter une posture proactive dans le dialogue avec ses tutelles afin de sécuriser son pilotage stratégique à moyen et long terme.

Par ailleurs, le comité estime que la Chaire UNESCO Bernard Maris, bien que prestigieuse et très visible, demeure insuffisamment mobilisée en tant qu'instrument pleinement intégré à la politique scientifique de l'unité. Une meilleure articulation entre les activités de la chaire et les priorités de recherche du Lereps renforcerait encore son rayonnement national et international.

Enfin, le comité identifie dans la célébration des cinquante ans de l'unité, prévue en 2026, une occasion stratégique majeure. Cet anniversaire pourrait constituer un moment structurant pour valoriser les résultats scientifiques, renforcer la cohésion interne, affirmer le positionnement du Lereps dans le paysage national et international, et consolider ses relations avec ses tutelles et ses partenaires.

ÉVALUATION DÉTAILLÉE DE L'UNITÉ

A - PRISE EN COMPTE DES RECOMMANDATIONS DU PRÉCÉDENT RAPPORT

Lors de la précédente évaluation, le comité Hcéres avait identifié plusieurs points de vigilance et formulé des recommandations auxquelles l'unité a porté une attention particulière.

Le comité avait souligné que les meilleures publications étaient concentrées sur un nombre limité de chercheurs. Au cours de la période évaluée, les écarts de production se sont réduits, les collaborations internes se sont intensifiées et diversifiées, et la politique de recrutement a permis l'arrivée de jeunes enseignants-chercheurs fortement engagés dans la publication. Ces éléments contribuent à une meilleure répartition de la production scientifique au sein de l'unité.

La crainte exprimée par le comité quant au risque de dispersion lié à la multiplication des partenariats a été intégrée à la stratégie de l'unité. Les collaborations développées depuis 2019 s'inscrivent dans les axes scientifiques centraux de l'unité et s'inscrivent dans des projets collectifs structurants, consolidant sa cohérence scientifique et favorisant des synergies tant sur le plan de la recherche que sur celui de l'organisation collective. La précédente évaluation avait noté une diminution des financements et un allongement de la durée des thèses. L'unité a obtenu l'autorisation de présenter des candidatures aux contrats doctoraux de l'École Doctorale TESC, aboutissant à trois financements ; Sciences Po Toulouse a également octroyé deux soutiens supplémentaires ; plusieurs conventions Cifre ont été signées. En revanche, la durée moyenne des thèses reste stable autour de cinq ans, malgré les efforts entrepris pour améliorer l'encadrement et le suivi.

Le comité avait relevé une insuffisante autonomie des doctorants et un nombre trop limité de publications individuelles. Entre 2019 et 2024, neuf doctorants ont produit ou co-produit dix-huit publications, ce qui représente une amélioration significative. La commission doctorale demeure attentive à l'équilibre entre co-publication et construction d'un profil scientifique autonome, en encourageant les publications en nom propre et les projets individuels.

L'évaluation de 2019 regrettait la faiblesse des articulations entre l'unité et les formations de Master. Ces liens ont été substantiellement renforcés grâce à l'implication des étudiants dans les séminaires de l'unité, l'augmentation du nombre de stages de recherche, la participation plus active des responsables de formation à la dynamique scientifique du Lereps. Les neuf Masters pilotés ou co-pilotés par des membres de l'unité sont désormais davantage connectés à ses activités.

Enfin, le comité avait noté une présence trop limitée d'intervenants extérieurs dans les séminaires. Cet aspect a été significativement amélioré. Sur les 71 séminaires organisés au cours du quinquennat, 54 ont été assurés par des chercheurs extérieurs, soit plus de 76 %. Cette ouverture renforce la visibilité de l'unité et son insertion dans les réseaux scientifiques nationaux et internationaux.

B - DOMAINES D'ÉVALUATION

DOMAINE 1 : OBJECTIFS SCIENTIFIQUES, ORGANISATION ET RESSOURCES DE L'UNITÉ

Appréciation sur les objectifs scientifiques, l'organisation et les ressources de l'unité

Malgré un environnement institutionnel complexe et changeant, l'unité joue un rôle actif dans plusieurs dispositifs de recherche locaux et s'impose comme un acteur incontournable de la recherche pluridisciplinaire toulousaine. À côté de dotations financières récurrentes des tutelles, ses membres ont fortement augmenté et diversifié leur activité contractuelle, du local à l'international, reflétant à la fois un ancrage local et régional ainsi qu'un rayonnement national et européen. L'unité dispose de conditions de travail favorables pour mener son projet scientifique.

1/ L'unité s'est assigné des objectifs scientifiques pertinents et elle s'organise en conséquence.

2/ L'unité dispose de ressources adaptées à ses objectifs scientifiques, à son profil d'activités et à son environnement de recherche et les mobilise.

3/ L'unité dispose de locaux, d'équipements et de compétences techniques adaptés à sa politique scientifique et à ses objets de recherche.

4/ Les pratiques de l'unité sont conformes aux règles et aux directives définies par ses tutelles en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, d'environnement et de protection des données ainsi que du patrimoine scientifique.

Points forts et possibilités liées au contexte pour les quatre références ci-dessus

Le Lereps est une unité avec plusieurs tutelles, une tutelle principale, quatre secondaires et cinq à compter du 1er janvier 2026, dans un environnement toulousain complexe et changeant. Néanmoins, elle inscrit son positionnement thématique sur les transitions qui recoupe les défis transversaux des différentes tutelles. Les objectifs de l'unité sont d'améliorer l'internationalisation, de renforcer l'interdisciplinarité et la recherche à fort impact sociétal. Pour y répondre, l'unité a développé de nombreuses collaborations pour asseoir son ancrage local et joue un rôle actif dans plusieurs dispositifs de recherche fédérative comme le LabEx SMS, la MSHS-T, la zone atelier PYGAR et du programme de recherche « Pour et sur le développement régional » (PSDR). L'unité héberge également l'antenne toulousaine de la Chaire UNESCO Bernard Maris. L'appartenance à cette chaire dont les thématiques de recherche sont proches de celles de l'unité permet de nourrir les échanges avec les chercheurs de l'unité, mais bénéficie également à l'attractivité des formations adossées au Lereps, offrant des occasions pour les étudiants de rencontrer des chercheurs internationaux de renom.

À côté des dotations récurrentes des tutelles, l'unité a fortement développé son activité contractuelle pour un montant total avoisinant les 3,8 M€. Il faut noter la grande diversité des supports : trois projets européens, dont un en tant que porteur ; douze contrats nationaux, dont six financés par l'ANR et deux en tant que porteur ; dix-neuf projets régionaux ainsi que des financements du LabEx SMS. Cette dynamique dans l'acquisition et la diversité des contrats montre que l'unité parvient à s'imposer comme un acteur important dans l'environnement socio-économique (241 k€) et associatif (70 k€), mais aussi dans sa stratégie d'internationalisation (607 k€ de contrats européens). Par ailleurs, plusieurs thèses sont en cotutelle internationale (Université de Milan, Valencia, UQAM, Thiès), ce qui renforce le rayonnement international de l'unité. Enfin, l'unité bénéficie de dispositifs supplémentaires des tutelles pour le financement des traductions, ou d'aides à la mobilité internationale, ainsi qu'une personne d'appui à la recherche.

Les nouveaux membres (titulaires et doctorants) sont accueillis par le directeur de l'unité et le personnel d'appui à la recherche. Ils reçoivent un livret d'accueil qui donne une vision complète de la structure de l'unité, et énonce les règles de conduite à observer (déontologie, gestion responsable des données). Chaque membre de l'unité a accès aux ressources numériques des différentes institutions de tutelle.

La responsabilité de la gestion des ressources humaines pour le personnel PAR incombe à Sciences Po Toulouse. Pour les enseignants-chercheurs, l'unité est consultée pour les profils recherche des postes. Des formations aux principes de parité et de non-discrimination sont organisées par les tutelles pour l'ensemble des personnels. Le Lereps peut s'appuyer sur les outils de prévention et de gestion des risques (psychosociaux, violences sexistes et sexuelles) de Sciences Po. Enfin, on peut noter que conformément à la politique environnementale de Sciences Po, le Lereps inclut des mesures pour réduire l'empreinte carbone (préférence du train à l'avion, visioconférences, espace de tri des déchets).

Points faibles et risques liés au contexte pour les quatre références ci-dessus

Le dialogue entre l'unité et ses tutelles semble s'effectuer de façon bilatérale et visiblement, il n'y a pas de réunion entre les tutelles pendant laquelle l'unité pourrait faire un point avec l'ensemble des tutelles en même temps et échanger sur les politiques de contrats doctoraux et de locaux.

Malgré les efforts de la direction du Lereps pour accueillir tous les chercheurs de l'unité sur le site de la Manufacture des Tabacs, il semblerait que certains enseignants-chercheurs soient particulièrement à l'étroit allant jusqu'à cinq personnes pour un bureau.

Le contexte institutionnel très complexe et très changeant à Toulouse est un point de vigilance pour l'unité.
La faible féminisation du conseil de direction est aussi à souligner.

DOMAINE 2 : LES RÉSULTATS, LE RAYONNEMENT ET L'ATTRACTIVITÉ SCIENTIFIQUES DE L'UNITÉ

Appréciation sur les résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'unité

Le Lereps bénéficie d'une reconnaissance nationale, voire internationale sur certains sujets de niche. Ses membres publient régulièrement dans les meilleurs supports de leur domaine. Les plus jeunes chercheurs ont tous publié au moins une fois dans ces supports. La nature interdisciplinaire des recherches du Lereps amène ses membres à publier dans des supports interdisciplinaires, voire dans d'autres disciplines que l'économie. Au-delà des publications, l'activité contractuelle est très importante et le Lereps organise de nombreuses conférences de dimension au moins nationale.

1/ L'unité est reconnue pour ses réalisations scientifiques qui satisfont à des critères de qualité.

2/ Les activités de recherche de l'unité donnent lieu à une production scientifique de qualité.

3/ L'unité participe à l'animation et au pilotage de sa communauté.

4/ La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte. Elle est conforme aux directives applicables dans ce domaine.

Points forts et possibilités liées au contexte pour les quatre références ci-dessus

Le Lereps bénéficie d'une reconnaissance nationale, voire internationale sur certains sujets de niche tels que la géographie de l'innovation, la microfinance ou encore l'histoire des organisations financières. Sur ces sujets, les membres de l'unité parviennent à publier régulièrement dans les tout meilleurs supports de leur domaine.

Une des caractéristiques fortes de l'unité est la nature interdisciplinaire de ses recherches qui amène ses membres à très souvent publier dans des supports interdisciplinaires, voire dans d'autres disciplines que l'économie. Une seconde caractéristique essentielle pour comprendre les recherches du Lereps est sa très importante activité contractuelle.

Le Lereps a organisé plusieurs conférences importantes au cours de la période évaluée, comme la conférence de l'association française d'économie politique (AFEP) en 2021 ou encore les journées du développement de l'association tiers monde (ATM) en 2025. En 2026, l'unité va organiser la conférence annuelle de l'association de science régionale de langue française (ASRDLF), ce qui n'est pas étonnant compte tenu de la visibilité dont bénéficie l'unité dans le domaine de l'économie territoriale et régionale. En complément des conférences, le Lereps a également fait l'effort d'ouvrir très largement ses séminaires internes aux intervenants extérieurs, comme cela était préconisé par la dernière évaluation Hcéres. Plus de 75 % des séminaires organisés ont été assurés par des intervenants externes, ce qui semble correspondre à la norme des meilleurs standards nationaux.

Le premier élément notable concernant la production scientifique du Lereps est la qualité croissante des publications. L'unité totalise 125 articles dans des revues à comité de lecture, cinq numéros spéciaux de revues, neuf ouvrages (manuels ou monographies) et 29 chapitres d'ouvrages.

Par rapport à la période d'évaluation précédente, les membres de l'unité publient régulièrement dans les meilleurs supports de leurs domaines. Cela concerne en particulier les jeunes chercheurs. Si l'on prend en compte uniquement les publications dans des revues à comité de lecture, en moyenne, chaque chercheur du Lereps produit environ une publication par an, ce qui témoigne d'une activité scientifique importante. En se restreignant uniquement sur les meilleurs supports du domaine (revues classées A par la section 05 du CNU), en moyenne, chaque chercheur du LEREPS a produit environ une publication sur la période d'évaluation. La moitié des chercheurs titulaires ont publié dans des revues de rang A. 15 chercheurs sont parvenus à publier au moins deux fois dans une revue classée A par la section 05 du CNU au cours de la période de référence. Tous les jeunes chercheurs ayant moins de 10 ans de carrière ont publié au moins une fois depuis leur arrivée au Lereps dans une revue classée A par le CNU. C'est un résultat très prometteur pour l'avenir de l'unité.

Si l'on prend en compte uniquement les publications dans des revues à comité de lecture, en moyenne, chaque chercheur du Lereps produit environ une publication par an, ce qui témoigne d'une activité scientifique importante. En se restreignant uniquement aux meilleurs supports du domaine (revues classées A par la section 05 du CNU), en moyenne, chaque chercheur du Lereps a produit environ une publication au cours de la période d'évaluation. Ces publications dans ces revues du meilleur niveau sont surtout réparties sur les jeunes chercheurs et les chercheurs en milieu de carrière. Tous les jeunes chercheurs ayant moins de dix ans de carrière ont publié au moins une fois depuis leur arrivée au Lereps dans une revue classée A par le CNU. C'est un résultat très prometteur pour l'avenir de l'unité.

Par ailleurs, une spécificité essentielle du Lereps est l'interdisciplinarité marquée de ses recherches. Cette interdisciplinarité bien réelle se retrouve très fortement au niveau des publications scientifiques dont une part très significative ne se fait pas dans des revues classées en sciences économiques.

L'analyse de productions scientifiques du Lereps permet de confirmer la cohérence et l'homogénéité d'ensemble des recherches de l'unité. Les publications se regroupent bien autour des trois dimensions affichées par l'unité. La thématique gouvernance territoriale se caractérise par de très nombreuses publications dans les meilleurs supports en science régionale comme *Papers in Regional Science*, *Annals of Regional Science*, R*egional Studies* ainsi que dans le domaine de l'innovation et de la créativité territoriale *comme Research Policy*, *Technovation*, *Technological Forecasting and Social Change*, *Journal of Evolutionary Economics*. La thématique gouvernance des ressources et transition écologique regroupe des publications dans les revues *Ecological Economics*, *Journal of Post Keynesian Economics*, *World Development*. La dernière thématique gouvernance des systèmes financiers a fait l'objet de publications dans *Journal of Economic Dynamics and Control*, notamment dans une perspective historique dans *European Journal of the History of Economic Thought*, *Business History*, *The Economic History Review* ou microfinancière *dans Annals of Operational Research*, *European Journal of Operational Research*.

Plusieurs membres du Lereps sont directement impliqués dans la gouvernance d'associations savantes. Ils sont également présents dans les instances nationales de pilotage et d'évaluation de la recherche telles que le Hcéres avec un membre conseiller scientifique en économie ou encore le CNU avec un membre élu à la section 05 et un autre à la section 24.

La page de la collection du Lereps au sein de l'archive ouverte HAL compte plus de 600 entrées, dont une quarantaine rien que pour l'année 2025. Cela confirme une activité de dépôt quasi systématique de la part des membres de l'unité. Le Lereps, en partenariat avec ses tutelles, s'intègre pleinement aux activités et dispositifs de respect des normes d'intégrité scientifique.

Enfin, la chaire Bernard Maris est un outil précieux pour affirmer la visibilité internationale de l'unité, notamment grâce à l'invitation de conférenciers très prestigieux (Stiglitz, Piketty, Pistor, Rodriguez Pose, Balland, Boschma, Iammarino). Par ailleurs, l'élargissement du collectif académique, les partenariats renforcés avec les Suds et la structuration d'un réseau international font de la Chaire un vecteur central de visibilité internationale du LEREPS. La Chaire repose désormais sur un double parrainage scientifique Nord/Sud, matérialisé par une co-titularisation associant un chercheur de premier plan du Nord, Ron Boschma (économie géographique évolutionniste), et une chercheuse reconnue du Sud, Rajeswari Raina (économie institutionnelle et écologique). Cette configuration renforce l'ouverture internationale de la Chaire.

Points faibles et risques liés au contexte pour les quatre références ci-dessus

Les membres de l'unité publient régulièrement dans les supports reconnus de leur domaine. Pour autant, au-delà des publications, le rayonnement international se mesure également par la mobilité entrante et sortante. À ce titre, l'unité gagnerait à développer une stratégie plus ambitieuse d'invitation, sur des périodes d'au moins quelques semaines, de chercheurs internationaux et, surtout, d'encouragement à la mobilité sortante internationale. Pour permettre aux membres de l'unité de réaliser régulièrement des séjours de recherche à l'étranger, les dispositifs de type CRCT, les délégations, etc., doivent être davantage mobilisés. Le principal obstacle à ce jour demeure l'implication très importante des membres de l'unité dans les tâches pédagogiques et collectives.

La stratégie du Lereps ayant fait ses preuves au cours du contrat quinquennal précédent, la direction considère que la structuration des thématiques de l'unité ne nécessite pas d'être redéfinie pour le prochain contrat quinquennal. Le comité reconnait l'importance de la stabilité, mais met cependant en garde contre le risque d'un manque de dynamisme, alors même que les recherches de l'unité sur les transitions économiques et sociétales portent sur des questions qui évoluent très rapidement.

Si l'ensemble des chercheurs les plus jeunes, ayant moins de dix ans de carrière, a publié au moins une fois depuis leur arrivée au Lereps dans une revue classée A par la section 05 du CNU, ce n'est apparemment pas le cas de plusieurs chercheurs en fin de carrière. Ces derniers semblent avoir du mal à publier dans les meilleurs

supports. Cela soulève la question du déploiement d'une stratégie éventuelle pour faire revenir ces collègues vers des publications dans les tout meilleurs supports.

Les membres du Lereps publient très fréquemment dans des revues interdisciplinaires, voire dans d'autres disciplines. À ce titre, l'interdisciplinarité affichée n'est pas que de façade. C'est une réalité qui se matérialise dans les publications de l'unité. Pour autant, surtout pour les plus jeunes chercheurs, et en particulier les doctorants, cela ne doit pas se faire au détriment de l'ancrage disciplinaire, qui reste souvent essentiel pour lancer leur carrière académique.

Par le passé, les membres du Lereps ont régulièrement assumé des responsabilités collectives importantes (vice-président, directeur d'école, etc.) au sein des tutelles et institutions qui font l'écosystème du Lereps. Cela semble ne plus être le cas. Si cela peut représenter une véritable opportunité en matière d'énergie consacrée à la recherche, il ne faudrait pas que cela fragilise la position de l'unité au sein de son écosystème local.

Enfin, en ce qui concerne la chaire Bernard Maris, l'articulation entre la stratégie et les activités de la chaire et celles du Lereps ne sont pas toujours claires et pourraient être mieux réfléchies.

DOMAINE 3 : INSCRIPTION DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE DANS LA SOCIÉTÉ

Appréciation sur l'inscription des activités de recherche de l'unité dans la société

Le Lereps démontre une très bonne capacité d'interaction avec la société, se positionnant favorablement au niveau national. La croissance plus que notable de son activité contractuelle, la diversité des partenariats avec sept dispositifs Cifre et vingt contrats avec des collectivités ainsi que le rayonnement de la chaire UNESCO Bernard Maris témoignent d'un impact sociétal significatif. Cependant, l'absence de structuration des démarches et de mesure d'impact limite le développement de ce potentiel important à l'échelle internationale.

1/ L'unité se distingue par la qualité de ses interactions avec le monde culturel, économique et social.

2/ L'unité développe des produits et des services à destination du monde culturel, économique et social.

3/ L'unité partage ses connaissances avec le grand public et intervient dans des débats de société.

Points forts et possibilités liées au contexte pour les trois références ci-dessus

Le Lereps a une excellente capacité à nouer des partenariats durables et diversifiés avec le monde socio-économique. L'unité a obtenu sept nouveaux dispositifs Cifre au cours de la période 2019-2024, impliquant des acteurs variés tels que l'Agence de développement économique de la Région Occitanie (AD'OCC), l'Agence française du développement (AFD), la collectivité territoriale de Guyane ou encore la Fédération nationale des producteurs de lait. Cette diversité témoigne d'une stratégie de partenariat cohérente couvrant différents secteurs d'activité et échelles territoriales.

L'activité contractuelle avec les collectivités locales est particulièrement dense avec une vingtaine de contrats signés au cours de la période. L'unité s'est notamment distinguée par sa participation active aux programmes régionaux structurants comme le projet TerrAELait financé par la Région Occitanie sur la reterritorialisation agroécologique des filières laitières et le projet PAACTE sur la résilience de la filière pastorale. Son implication dans les programmes PSDR4 puis TETRAE — transitions en territoires de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement —, cofinancés par l'INRAE et huit régions françaises, illustre sa capacité à s'inscrire dans des démarches nationales de recherche partenariale.

La croissance exceptionnelle des financements contractuels (+210 % entre 2019 et 2024) témoigne de la reconnaissance de l'expertise du Lereps. L'unité a conclu dix-neuf contrats avec les collectivités territoriales, dont treize en tant que porteur pour un montant de 1 573 k€ ainsi que six contrats avec des partenaires socio-économiques pour un montant de 360 k€.

L'inscription dans les dispositifs territoriaux d'innovation est excellente avec la participation à trois défis clés de la Région Occitanie (eau-water Occitanie, Circulades sur l'économie circulaire, Octaave sur les transitions agroécologiques) et l'implication dans le club d'analyse économique régional.

Le Lereps produit des expertises pour des organismes prestigieux nationaux et internationaux. Les travaux pour France Stratégie sur les pôles de compétitivité, pour l'European observation network for territorial development and cohesion (ESPON) sur l'impact de la COVID-19 dans les régions européennes, ou pour le Comité de Bâle sur la régulation bancaire internationale démontrent la reconnaissance de l'expertise de l'unité au plus haut niveau. Ces expertises concernent des publics très divers, allant des décideurs publics et des administrations aux collectivités locales.

La production de vulgarisation scientifique est très importante, avec 35 articles publiés dans des médias de référence tels que Le Monde, Les Échos, VoxEU et *Corriere della Sera*, couvrant des thématiques variées. Cette production multilingue (français, anglais, italien) témoigne d'une ambition internationale.

La chaire UNESCO Bernard Maris constitue un dispositif exceptionnel de rayonnement. Elle a organisé des conférences grand public avec des personnalités de renommée mondiale (Joseph Stiglitz, Thomas Piketty, Katharina Pistor) et produit des contenus de vulgarisation innovants, notamment avec la publication du premier ouvrage en anglais consacré à Bernard Maris par une membre de l'unité chez l'éditeur Routledge en 2024.

L'engagement à l'égard de l'enseignement secondaire est structuré par le partenariat avec l'association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES) Occitanie depuis 2022, qui inclut l'organisation de stages de formation pour les professeurs de lycée. La diversité des interventions grand public est également à souligner, comme les émissions mensuelles sur Radio Esprit Occitanie depuis 2021, les collaborations avec une troupe théâtrale depuis 2014, la participation aux festivals « L'histoire à venir » et « Nuit des chercheurs ».

La démarche de science participative est bien développée dans les projets TETRAE grâce à la co-construction des questions de recherche avec les acteurs socio-économiques. Le projet de formation de formateurs en agroécologie et savoirs endogènes (FFASE) illustre également cette approche en mettant à disposition des curriculums et des fiches pédagogiques directement utilisables par les formateurs. Les *living labs* du projet SOLUBIOD — programme portant sur la mise en œuvre d'innovations originales pour préserver la biodiversité et les systèmes agricoles durables — démontrent la capacité de l'unité à développer des espaces d'innovation collaboratifs en associant scientifiques, agriculteurs et citoyens.

Points faibles et risques liés au contexte pour les trois références ci-dessus

L'appui aux politiques publiques, bien que mentionné à travers des expertises pour des organismes tels que France Stratégie ou l'agence française de sécurité sanitaire (ANSES), manque de structuration et de systématisation. Le Lereps semble davantage réactif que proactif dans cette dimension, en répondant à des sollicitations plutôt qu'en développant une stratégie d'influence transformatrice sur les politiques publiques.

Même si les actions de vulgarisation sont très nombreuses et diversifiées, il n'existe pas de politique structurée de partage des connaissances. Les initiatives semblent relever davantage d'engagements individuels que d'une véritable stratégie collective cohérente du Lereps. L'absence de mesure de l'impact des actions de vulgarisation constitue ainsi une faiblesse qui empêche d'évaluer l'efficacité des dispositifs mis en place par l'unité.

Enfin, bien que la science participative soit évoquée à plusieurs reprises dans les projets, l'approche manque de précision sur la méthode. L'unité ne semble pas avoir développé de cadre théorique ou de bonnes pratiques structurées pour accompagner ces démarches collaboratives avec les acteurs non académiques.

ANALYSE DE LA TRAJECTOIRE DE L'UNITÉ

Le Lereps est le plus ancien laboratoire de sciences économiques du site toulousain. Il fêtera ses 50 ans en 2026. À sa création, ses travaux étaient principalement centrés sur l'économie de la production. Au fil du temps, l'unité a élargi ses thématiques et ses approches pour devenir une unité associant économie, politiques publiques et analyse des systèmes sociaux. Aujourd'hui, ses recherches portent sur les dynamiques des mondes productifs, l'innovation, ainsi que la gouvernance des ressources, des territoires et des systèmes financiers. Le Lereps se caractérise désormais par une forte orientation en économie appliquée et une ouverture interdisciplinaire, renforcée par son intégration à Sciences Po Toulouse.

Lors de la précédente évaluation, l'unité s'était fixé plusieurs objectifs structurants. Il s'agissait notamment d'améliorer la qualité et la visibilité des publications, de renforcer l'insertion internationale, d'accroitre les financements et de consolider la visibilité locale de l'unité. D'autres priorités concernaient la diffusion des travaux auprès du grand public, le renforcement de la filière doctorale, l'amélioration de l'accompagnement des doctorants, ainsi que l'augmentation du nombre de contrats de recherche nationaux et internationaux.

Au cours de la période 2019-2024, des progrès significatifs ont été réalisés sur l'ensemble de ces axes. Le Lereps a abandonné son organisation en trois équipes au profit d'une seule, tout en conservant sa spécialisation sur ces thématiques. Le déménagement à la Manufacture des Tabacs a contribué à renforcer la cohésion interne, même si les locaux actuels paraissent exigus. La Chaire UNESCO Bernard Maris a joué un rôle important dans la diffusion des travaux et la médiation scientifique auprès d'un public élargi, même si son fonctionnement et son intégration à l'unité pouvaient encore être améliorés.

Au cours de la période 2025-2030, la stratégie du Lereps s'articule autour de trois grandes orientations. La première vise à renforcer la recherche en sciences de gestion, grâce au recrutement de nouveaux enseignants-chercheurs, en particulier dans les domaines du management de l'innovation, des systèmes d'information et du management public. Cet effort doit permettre d'accroitre la visibilité de l'unité et de développer l'encadrement doctoral dans cette discipline. La deuxième orientation consiste à faire du Lereps une unité encore plus centrale dans l'écosystème toulousain, en consolidant les collaborations interdisciplinaires, en contribuant activement aux projets structurants du site, tels que le projet Toulouse Initiative for Research's Impact on Society (TIRIS), et en renforçant son ancrage institutionnel auprès de ses tutelles. Enfin, la troisième orientation vise à consolider la reconnaissance internationale acquise dans plusieurs niches scientifiques — telles que les services écosystémiques, les biens communs, les filières agroalimentaires, la microfinance ou la géographie de l'innovation. Cette stratégie passe par une présence accrue au sein des comités éditoriaux, le développement de la mobilité internationale sortante et le portage de projets européens.

Le Lereps est une unité placée sous plusieurs tutelles, dont la tutelle principale est celle de Sciences Po Toulouse. Cette configuration constitue à la fois une opportunité et un facteur de fragilité. Si la pluralité des tutelles peut offrir des ressources et des perspectives variées, l'évolution rapide de l'environnement institutionnel toulousain, combinée à un manque de coordination et d'échanges entre les tutelles, rend difficile toute projection stratégique stable à long terme.

RECOMMANDATIONS À L'UNITÉ

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE DOMAINE 1 : OBJECTIFS SCIENTIFIQUES, ORGANISATION ET RESSOURCES DE L'UNITÉ

Le comité encourage l'unité à poursuivre et à approfondir son intégration dans son environnement institutionnel. Il recommande en particulier la mise en place de temps d'échange réguliers entre les tutelles, par exemple sous la forme d'une réunion entre les tutelles, afin de faciliter la coordination sur des enjeux structurants tels que la gestion des contrats doctoraux ou l'occupation des locaux. Dans le même esprit, le comité suggère de renforcer l'information et le dialogue avec les tutelles en diffusant systématiquement les comptes rendus des conseils d'unité aux directions scientifiques concernées et, lorsque cela est pertinent, en les associant ponctuellement aux travaux du conseil de l'unité.

Par ailleurs, le comité recommande à l'unité de formaliser une stratégie pluriannuelle de profilage des postes, en veillant au maintien d'un équilibre cohérent entre les trois grandes thématiques scientifiques. Une telle stratégie de moyen terme permettrait d'anticiper les recrutements, de sécuriser les orientations scientifiques et d'éviter des évolutions trop rapides susceptibles de fragiliser les équilibres internes de l'unité.

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE DOMAINE 2 : LES RÉSULTATS, LE RAYONNEMENT ET L'ATTRACTIVITÉ SCIENTIFIQUES DE L'UNITÉ

Le comité recommande de faire de la Chaire UNESCO un levier pleinement intégré à la politique scientifique de l'unité, en l'inscrivant plus systématiquement dans la structuration des axes de recherche, la visibilité internationale et la stratégie de publication.

Si les productions scientifiques de l'unité témoignent d'un excellent niveau dans les revues de référence de leurs domaines respectifs, le comité encourage également un positionnement plus offensif vers des revues généralistes de haut rang, lorsque la nature des travaux s'y prête. Une attention particulière pourrait par ailleurs être portée à la définition de dispositifs visant à maintenir l'implication des enseignants-chercheurs séniors dans l'activité de publication, notamment par des formes de mentorat, de co-publication ou de pilotage scientifique de projets.

Le comité souligne l'intérêt de poursuivre les démarches interdisciplinaires qui constituent une marque distinctive de l'unité, tout en veillant à préserver une lisibilité et une spécificité disciplinaires claires.

Enfin, dans un contexte de financement de la recherche plus contraint, le comité recommande de réfléchir à une meilleure articulation entre les nombreux contrats locaux et le portage de projets de plus grande envergure, notamment nationaux et européens, ainsi qu'à des formes de mutualisation des ressources financières susceptibles de renforcer la soutenabilité et la cohérence de la stratégie scientifique de l'unité.

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE DOMAINE 3 : INSCRIPTION DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE DANS LA SOCIÉTÉ

Le comité encourage l'unité à développer une stratégie intégrée de valorisation sociétale, structurée autour d'axes complémentaires et articulée à sa politique scientifique. L'unité gagnerait tout d'abord à formaliser ses interactions avec les partenaires socio-économiques en mettant en place un dispositif de suivi et d'évaluation des impacts. L'élaboration d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs permettrait notamment d'apprécier l'efficacité des dispositifs Cifre et des contrats menés avec les collectivités territoriales, tout en renforçant la crédibilité scientifique et la lisibilité des collaborations partenariales.

Par ailleurs, le comité encourage l'unité à penser sa politique de communication scientifique. Une meilleure coordination des actions de vulgarisation, adaptée aux différents publics cibles, contribuerait à accroitre la visibilité et l'impact des travaux de recherche.

Enfin, le comité recommande à l'unité de réfléchir à l'élaboration d'un cadre méthodologique unifié pour les démarches de science participative. L'établissement de protocoles formalisés pour les recherches collaboratives améliorerait la reproductibilité des démarches et la transférabilité des innovations organisationnelles.

DÉROULEMENT DES ENTRETIENS

DATE

Début : 15 décembre 2025 à 8 h 30

Fin : 15 décembre 2025 à 17 h

Entretiens réalisés : en distanciel

PROGRAMME DES ENTRETIENS

Déroulement de la visite

8 h 30 – 9 h Réunion des experts en présence du conseiller scientifique (huis clos)

9 h – 9 h 5 Présentation du processus d'évaluation par le conseiller scientifique (réunion plénière)

9 h 5 – 10 h 25 Présentation du bilan/projet de l'unité (30′) et échanges avec le comité (50′) (réunion plénière)

10 h 35 – 11 h 35 Rencontre avec les enseignants-chercheurs et les chercheurs (huis clos)

11 h 40 – 12 h 30 Rencontre avec les doctorants et les post-doctorants (huis clos)

13 h 20 – 13 h 30 Réunion des experts en présence du conseiller scientifique (huis clos)

13 h 30 – 14 h 45 Rencontre avec les tutelles

14 h 45 – 15 h 35 Réunion des experts en présence du conseiller scientifique (huis clos)

15 h 35 – 16 h 25 Rencontre avec la direction de l'unité (huis clos)

16 h 25 – 17 h Réunion des experts en présence du conseiller scientifique (huis clos)

17 h Fin de la visite

OBSERVATIONS GÉNÉRALES DES TUTELLES

Toulouse, le 4 février 2026

Le Directeur général des services

☎: 05 61 11 17 91
✉ : dgs@sciencespo-toulouse.fr

Madame, Monsieur,

Le rapport d'évaluation - **DER-PUR270025571** - **LEREPS - Laboratoire d'études de recherches sur l'économie, les politiques et les systèmes sociaux** n'appelle pas de commentaire particulier de la part des tutelles du laboratoire.

Je reste à votre disposition pour de plus amples informations, et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les plus cordiales.

Sébastien Kandel



Directeur général des services

Évaluation des universités et des écoles
Évaluation des unités de recherche
Évaluation des formations
Évaluation des organismes nationaux de recherche
Évaluation et accréditation internationales



Évaluation • Recherche • Enseignement supérieur
Hcéres

19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00